

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMOBY TOYS (SAS) Logistique

Le Bourg Dessus
39170 Lavans-lès-Saint-Claude

Références : LW/NM/2023/M_82
Code AIOT : 0005905623

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement SMOBY TOYS (SAS) LOGISTIQUE implanté à Moirans-en-Montagne (39 260), 25 rue Charles Favre. L'inspection a été annoncée le 08/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMOBY TOYS (SAS) LOGISTIQUE
- 25 rue Charles Favre 39260 Moirans-en-Montagne
- Code AIOT : 0005905623
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SMOBY TOYS, dont le siège social est situé à Lavans-lès-Saint-Claude, est spécialisée dans la fabrication de jouets. Pour ces besoins logistiques, elle dispose d'un entrepôt localisé sur le territoire de Moirans-en-Montagne dont l'exploitation est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2013-27-DREAL.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les dispositions de la mise en demeure du 31 décembre 2021 ;
- le suivi de certains points de contrôle de la précédente inspection du 29 septembre 2021 ;
- les évolutions de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection de gaz	AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1-I	/	Sans objet
2	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1-I	/	Sans objet
3	Robinetts d'incendie armés (RIA)	AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1-II	/	Sans objet
4	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Protection du réseau d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 4.2.1	/	Sans objet
6	Accessibilité au site	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.2.1.1	/	Sans objet
7	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.2.2	/	Sans objet
8	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.5.1	/	Sans objet
9	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.5.4	/	Sans objet
10	Auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 9.2.2	/	Sans objet
11	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Articles 12 à 25	/	Sans objet
12	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 6	/	Sans objet
13	Maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été principalement orientée sur les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 décembre 2021 portant sur certains dispositifs de sécurité comme les robinets d'incendie armés, la détection de gaz dans le local chaufferie ou encore les équipements de protection contre le risque foudre. Aucune non-conformité n'a été constatée. L'exploitant a satisfait aux dispositions précitées. L'inspection a par ailleurs abordé le suivi de certains constats relevés lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 et les éléments portés à la connaissance du préfet du Jura relatifs à la situation administrative des installations autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection de gaz

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la mise en demeure, l'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en justifiant de la mise en œuvre d'un dispositif de détection de gaz, répondant aux dispositions techniques dudit article, dans le local chaufferie.
Constats : Le dispositif de détection de gaz du local chaufferie a été installé par la société SCEB en date du 21 avril 2022. Une centrale d'alarme avec sirène est présente dans la cellule 1, fréquentée en permanence par du personnel de manutention, et raccordée au système de sécurité incendie (SSI) par la société Chubb. Le local chaufferie dispose de deux détecteurs situés en position basse (gaz propane) et une trappe supplémentaire d'amenée d'air a été créée dans la paroi de l'accès au local.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la mise en demeure, l'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 octobre 2013 en faisant procéder à la vérification périodique des équipements de protection contre le risque lié à la foudre par un organisme compétent conformément aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : En l'absence des documents de référence, l'exploitant a missionné la société Apave pour réaliser une nouvelle analyse du risque foudre et une nouvelle étude technique foudre de ces installations. La première a été réalisée du 12 au 18 janvier 2022, la deuxième du 11 au 29 avril 2022. Les observations relevées lors de l'étude technique, qui concernent principalement des liaisons équipotentielles/interconnexions des terres et la mise en place ou le remplacement de parafofoudres dans les armoires électriques, sont en phase de résorption avec des actions curatives en cours. La commande a été passée en février 2023 auprès de la société SCEB et les travaux sont programmés sur la fin du mois de mars 2023. L'exploitant devra, après la mise en œuvre de ces actions correctives, faire procéder à une nouvelle vérification par un organisme compétent tel qu'il est défini à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Robinets d'incendie armés (RIA)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2021, article 1-II
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 12 mois à compter de la notification de la mise en demeure, l'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 octobre 2013 en justifiant de la mise en œuvre des robinets d'incendie armés, conformément aux dispositions techniques retenues au travers de l'étude de dangers annexée au dossier déposé dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter du 18 décembre 2012.
Constats : Des robinets d'incendie armés (RIA) ont été installés par la société Axima dans les cinq cellules de stockages. La mise en service a été réalisée le 22 juillet 2022 (rapport TP21.22304 du 30 août 2022). Les observations relevées lors de la mise en service (libre accès et protection mécanique) ont été levées par l'exploitant. Le RIA le plus défavorisé (le plus éloigné de l'alimentation en eau) dispose bien d'un manomètre permettant de contrôler la pression dans le réseau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au regard de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013, les installations relèvent du régime de : <ul style="list-style-type: none">• l'autorisation au titre des rubriques 1510-1 et 2663-2a;• la déclaration au titre des rubriques 2925-1 et 1412-2b. Les activités relevant de la rubrique 2910-A (chaudière fonctionnant au gaz propane d'une puissance de 1,8 MW) ne sont pas classées (seuil de classement fixé à 2MW). Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 : l'exploitant doit confirmer l'analyse faite en séance sur le repositionnement de ses installations au regard de ces évolutions réglementaires et solliciter le bénéfice des droits acquis auprès du préfet du Jura.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement par courrier électronique du 29 juillet 2022 une analyse de la situation administrative de ces installations au regard des évolutions réglementaires et en particulier de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui a fait l'objet de nombreuses évolutions depuis la date de l'autorisation d'exploiter délivrée en 2013. Après examen de cette transmission, il apparaît que l'exploitant peut valablement bénéficier du principe des droits acquis au titre des rubriques 1510, 2910 et 4718 de la nomenclature. Les installations relèvent aujourd'hui du régime : <ul style="list-style-type: none">• de l'enregistrement au titre de la rubrique :<ul style="list-style-type: none">◦ 1510 (intégrant dorénavant la rubrique 2663) ;• de la déclaration au titre des rubriques :<ul style="list-style-type: none">◦ 2910-A2 (diminution du seuil de classement à 1 MW) ;◦ 2925 (aucun changement) ;◦ 4718-2 (anciennement 1412-2b). Concernant le stockage extérieur de granulés plastiques évoqué dans l'analyse précitée, dont l'activité non autorisée initialement relève de la rubrique 2662, l'exploitant a précisé en séance qu'il n'avait pas retenu la possibilité d'un tel stockage. L'inspection a effectivement constaté l'absence de stockage extérieur sur le site de produits relevant de cette rubrique 2662. L'inspection a toutefois rappelé à l'exploitant les dispositions réglementaires du code de l'environnement et les modalités pratiques sur la mise en œuvre de nouvelles activités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection du réseau d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La canalisation d'alimentation, raccordée sur le réseau public, est équipée d'un dispositif de disconnexion. Afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles ou équivalent (sprincklage).[...] Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 : la canalisation d'alimentation d'arrivée d'eau raccordée sur le réseau public n'est pas équipée d'un dispositif de disconnexion.
Constats : Contrairement à ce qui avait été indiqué par l'exploitant, la canalisation d'alimentation d'arrivée d'eau raccordée sur le réseau public est bien équipée d'un dispositif de disconnexion. Ce dernier a fait l'objet d'une vérification par la société Suez en date du 23 décembre 2021, puis du 3 mars 2023 par cette même société. L'exploitant a indiqué que ce dispositif limitait fortement la pression du débit d'eau sur le réseau, ce qui pouvait nuire aux équipements de défense contre l'incendie (poteaux d'incendie). L'inspection a rappelé que ce dispositif de protection était imposé par les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Si l'exploitant souhaite supprimer ce disconnecteur, il doit préalablement porter la modification avant sa réalisation à la connaissance du préfet du Jura avec tous les éléments permettant d'apprécier la substantialité de la modification. Il devra en particulier justifier de cette baisse importante de débit sur le réseau pouvant impacter la défense extérieure contre l'incendie et démontrer qu'il ne peut, en aucune circonstance, y avoir un retour d'eaux industrielles ou équivalentes (sprincklage, etc.) dans le réseau d'adduction d'eau publique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voie d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies, matérialisées par du marquage au sol [...]. Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021: les voies d'accès ne comportent pas de matérialisation au sol faisant apparaître notamment la mention « accès pompiers ».
Constats : Un marquage au sol a été réalisé par la société Markisol en parties nord et sud du site. Les accès, en particulier ceux destinés aux services d'incendie et de secours, sont dorénavant matérialisés au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Portes de communication
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. [...] Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021: l'exploitant fournira les éléments permettant de justifier du bon fonctionnement de la porte communicante du local de charge lors de sa fermeture automatique.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courrier électronique du 23 décembre 2021 un bon d'intervention (réglage et graissage) de la société KS Koala Service en date du 3 décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan ETARE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité (Plan ETARE).[...] Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 : malgré la demande de l'exploitant auprès des services d'incendie et de secours du Jura, ce plan des établissements répertoriés (ETARE) n'a toujours pas été rédigé.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un courrier électronique rédigé par le service départemental d'incendie et de secours du Jura en date du 22 décembre 2022 précisant ce qui suit : « <i>Comme souligné à l'occasion de notre rencontre, la connaissance de votre établissement par les acteurs locaux est capitale pour une intervention rapide et efficiente. La mise en place d'exercices, combinés à des visites encadrées de votre part permettront aux secours locaux (SP de Moirans-en-Montagne) d'acquérir les connaissances nécessaires dans le cas d'une éventuelle intervention. Toutes ces actions primordiales sont déjà mises en place. Pour toutes ces raisons, l'élaboration d'un plan ETARE ne me semble pas nécessaire.</i> » Au regard de cet avis du service départemental d'incendie et de secours, les dispositions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2013 devront être actualisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• [...] ;• une ressource en eau d'un volume total de 540 m³ disponible sur une durée minimale de 2 heures, et située à moins de 100 mètres du bâtiment à défendre, assurée par 7 poteaux incendie normalisés ayant un débit unitaire minimum en fonctionnement de 60 m³/h pendant deux heures sous pression de 1 bar. <p>Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021:</p> <p>I - l'exploitant confirmera la présence effective des 7 poteaux d'incendie et, le cas échéant, actualisera leur positionnement sur le plan d'intervention;</p> <p>II - au regard de ce qui précède, sur l'absence du poteau d'incendie au droit de la cellule D, l'exploitant fournira les éléments permettant de justifier que chaque point d'eau respecte la distance de 100 mètres évoquée dans la prescription;</p> <p>III - l'exploitant transmettra les éléments permettant de justifier que la ressource en eau pour assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI) d'un volume requis de 270 m³/h est disponible par fonctionnement simultané de plusieurs poteaux d'incendie sans que chacun d'entre eux n'ait un débit inférieur à 60 m³/h à la pression dynamique de 1 bar. Le cas échéant, l'exploitant transmettra les mesures prises ou envisagées rapidement pour atteindre ce volume d'eau requis.</p>
Constats : <p>I - L'exploitant a précisé que le site était équipé de 8 poteaux d'incendie en lieu et place de 7. Le plan d'intervention présent à l'accueil de la plate-forme a été actualisé en conséquence.</p> <p>II - Par courrier électronique du 22 décembre 2021, l'exploitant a confirmé la présence de 7 poteaux d'incendie à moins de 100 mètres du bâtiment à défendre.</p> <p>III - Une vérification des débits et des pressions a été réalisée par la société Desautel en date du 10 novembre 2021. Les mesures n'ont porté que sur les débits individuels de chaque poteau d'incendie. Au regard des résultats, chaque poteau délivre a minima 60 m³/h à la pression dynamique de 1 bar (le plus faible étant à 83 m³, le plus fort à 93 m³). Des mesures en utilisation simultanée doivent être réalisées courant mars 2023 (la commande a été passée auprès de la société Suez). L'exploitant veillera à transmettre les résultats de ces mesures à l'inspection. Sur ce sujet de la ressource en eau disponible pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, il convient de préciser que le dispositif d'extinction automatique d'incendie dispose de 2 groupes moto-pompes associés chacun à une réserve d'eau d'un volume de 440 m³ fonctionnant par redondance (en cas de dysfonctionnement du premier groupe, le second prend le relais). Deux prises d'aspiration permettent d'utiliser le volume d'eau de la réserve non utilisée par le dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle du respect des normes de rejet définies à l'article 4.3.8 est effectué au moins annuellement à la suite d'un événement pluvieux majeur. Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 : depuis octobre 2018, aucun contrôle des normes de rejets des eaux pluviales n'a été réalisé par l'exploitant.
Constats : Un prélèvement des eaux pluviales rejetées a été réalisé par le laboratoire départemental d'analyses du Jura (LDA39) en date du 4 novembre 2021. Ce laboratoire a été de nouveau mandaté pour une nouvelle intervention dès que les conditions météorologiques le permettront. Le résultat des analyses portant sur les paramètres physico-chimiques DCO, DBO5, MES et hydrocarbures n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection. Les résultats d'analyses présentés n'intègrent pas le pH. L'exploitant veillera, lors de la prochaine campagne de mesures, à ce que ce paramètre fasse également l'objet d'une analyse par le laboratoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Articles 12 à 25
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi en service des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inspections et requalifications périodiques. Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 : l'exploitant fournira les éléments permettant de justifier que l'équipement (et ceux associés - vase d'expansion, réservoirs...) de la chaudière gaz ne rentre pas dans le champ réglementaire des équipements sous pression et des récipients à pression simple ou, le cas échéant, les éléments permettant de justifier du respect du suivi en service de cet équipement.
Constats : Le vase d'expansion de pression à membrane équipant la chaudière gaz, identifié comme équipement sous pression, a été remplacé le 9 mars 2022. L'exploitant dispose du dossier d'exploitation de cet équipement sous pression qui intègre la déclaration de conformité établie par le fabricant de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des parois coupe-feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation. Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 : le degré de résistance de ces parois séparatives (CF 2 heures) n'est pas indiqué au droit de ces parois, à chacune de leurs extrémités.
Constats : Un affichage portant la mention "Mur coupe-feu 2 heures" a été posé sur les parois séparatives dépassant des façades du bâtiment. L'exploitant qui a mal interprété la prescription doit en faire de même pour les deux parois qui ne dépassent pas de ces façades, mais qui disposent néanmoins du même degrés de résistance au feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur d'hydrogène du local de charge
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. Constat rédigé lors de la précédente inspection du 29 septembre 2021 : l'exploitant n'assure pas la maintenance et la vérification du détecteur d'hydrogène présent dans le local de charge.
Constats : Ce dispositif de détection accouplé à une centrale d'alarme fait dorénavant l'objet d'un suivi périodique. La dernière vérification réalisée par la société Ecliss date du 25 janvier 2023. L'observation relevée sur le bon d'intervention est en cours de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet